

LES AUTEURS

Jérôme Aust est chargé de recherche FNRS au Centre de Sociologie des Organisations (CNRS/Sciences Po). Après avoir soutenu en 2004 une thèse de science politique consacrée aux politiques d'implantation universitaire, il travaille aujourd'hui sur l'évolution des politiques de la recherche en France et en Grande-Bretagne.

Stéphane Boisseaux est doctorant à l'Institut d'Etudes politiques de Grenoble et à l'Université de Lausanne. Il est également responsable de l'Inventaire du patrimoine culinaire suisse. Il a publié en 2004 avec Dominique Barjolle *La Bataille des AOC en Suisse*, aux Presses polytechniques et universitaires romandes.

Sylvain Barone est diplômé de l'IEP de Grenoble et doctorant en science politique au CEPES (Université de Montpellier I) et allocataire CIFRE/Réseau Ferré de France. Il réalise une thèse sur la régionalisation du transport régional de voyageurs en France.

Taoufik Ben Mabrouk est docteur en Science Politique de l'Université Lyon 2. Il a été *Visiting Scholar* à la *Hong Kong Baptist University*. Ses travaux portent sur la gouvernabilité des grandes agglomérations et sur la restructuration du gouvernement urbain à travers la confrontation des usages sociaux du territoire. Parmi ses publications figurent, *Le pouvoir d'agglomération en France : logiques d'émergence et modes de fonctionnement*, Paris, L'Harmattan, « coll. Logiques politiques », 2006.

Caitriona Carter est Senior Lecturer à l'Europa Institut de l'Université d'Edimbourg. Elle s'intéresse aux processus de changement institutionnel dans la gouvernance régionale et parlementaire ainsi que dans le secteur industriel de la pêche. Elle a récemment publié une étude sur le Parlement écossais (avec A. McLeod) in *The Role of the Regions and Sub-National Actors in Europe*, Weatherill S. et Bernitz U. eds, Oxford, Hart Publishing, 2005.

Olivier Costa est Chargé de recherche CNRS au sein du SPIRIT – Science Politique, Relations Internationales, Territoire, de l'IEP de Bordeaux, et professeur visitant à l'Université Libre de Bruxelles et au Collège d'Europe (Bruges). Ses recherches portent sur les institutions et politiques de l'Union européenne et sur les parlements et parlementaires. Il publie en 2007 (avec J. de Maillard et A. Smith), *Vin et politique*, Presses de Sciences Po et (avec E. Kerrouche), *Qui sont les députés français ?*, Presses de Sciences Po.

Cécile Crespy est Docteur en sociologie, Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de la Méditerranée et membre associé au Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail (Aix-en-Provence). Ses travaux portent sur l'europanisation, la territorialisation des politiques de recherche et les recompositions du système français d'enseignement supérieur et de recherche.

Mathias Delori est ATER à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Sa thèse (en cours) porte sur la question de la construction du sens dans la réconciliation franco-allemande. Il a publié des articles dans des revues de science politique (*RFSP, Politique européenne*) et d'histoire (*Les Cahiers d'histoire : Revue d'histoire critique, Allemagne d'aujourd'hui*).

Alain Faure est chercheur CNRS en science politique au PACTE (Politiques publiques, action politique, territoires) à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Ses travaux portent sur les élites politiques des grandes collectivités locales et sur l'impact de ces dernières dans la mise en œuvre des politiques publiques (culture, urbanisme, transports...). Il a récemment co-dirigé un ouvrage à PACTE avec Anne-Cécile Douillet sur *L'action publique et la question territoriale*.

Stefaan Fiers est chargé de cours en science politique à la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven). Il travaille principalement sur les élites parlementaires et sur la sélection des candidats. Il est notamment le co-auteur de *Wie zetelt? De gekozen politieke elite in Vlaanderen doorgelicht* (Vanden Broele, 2006).

Olivier Giraud est chargé de recherche CNRS au Centre Marc Bloch de Berlin. Il travaille sur l'analyse comparée des politiques publiques dans le domaine du travail, de l'emploi et des politiques sociales. Il a publié en 2007 : *Les cantons suisses face au chômage – Fédéralisme et politiques de l'emploi*, L'Harmattan, Paris (avec Virgile Perret, Marc Helbling et Monica Battaglini).

Marie-Anne Guérin est politiste et ethnologue de formation. Docteur en science politique, elle est actuellement chercheur associée à PACTE et élève conservateur du patrimoine à l'Institut National du Patrimoine.

Charlotte Halpern est chargée de recherche FNSP au PACTE. Ses travaux de recherche actuels portent sur la transformation de l'Etat, les instruments d'action publique et les politiques de l'environnement et du développement durable. Elle travaille plus particulièrement sur les questions de transport et d'énergie dans une perspective de comparaison européenne – principalement la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Bernard Jouve est Directeur de recherches à l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, dirige le laboratoire Recherches Interdisciplinaires Ville, Espace, Société et est Titulaire de la Chaire UNESCO « Politiques urbaines et citoyenneté ». Il travaille sur les politiques urbaines comparées. Ses derniers travaux portent sur la démocratie participative et la prise en compte de la diversité culturelle par les institutions urbaines (publications récentes : *Metropolitan Democracies. State Transformations and Urban Policies in Canada, France and Great-Britain*, avec P. Booth (*Les métropoles au défi de la diversité culturelle*, avec AG. Gagnon).

Fabienne Leloup (groupe de recherche en action publique et développement territorial, FUCaM) est Professeur du département des sciences politiques des Facultés Universitaires Catholiques de Mons (Belgique), elle est titulaire d'un *Ph.D.* de l'Université de Cranfield (Royaume-Uni). Elle enseigne en Sciences politiques, en Administration publique et en Politiques du Développement. Ses recherches concernent l'action publique, le développement territorial et les dynamiques frontalières.

Jean-Philippe Leresche est professeur à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) et directeur de l'Observatoire Science, Politique et Société (OSPS) à la Faculté des sciences sociales et politiques (SSP) de l'Université de Lausanne (UNIL). Ses principaux enseignements et recherches concernent les politiques de

l'enseignement supérieur et de la recherche en Suisse, ainsi que les politiques urbaines et régionales en Suisse et en Europe.

Barbara Lucas est politologue au Resop (département de science politique, Université de Genève) et coordinatrice de l'école doctorale lémanique en études genres. Elle est spécialiste de l'analyse des discours dans l'action publique, et travaille notamment dans le domaine des politiques sociales et de santé (le *care*, drogue, alcool). A paraître cette année (avec Trygve Ugland) : « Social Policy Formulation in a Dualistic Public Sphere: The European Union, the World Health Organization and the Alcohol Question », *Policy Science*.

Jacques de Maillard est professeur de science politique à l'Université de Rouen et chercheur à PACTE-Sciences Po Grenoble. Il s'intéresse aux politiques de sécurité publique en Europe et aux politiques du vin. Il publie en 2007 (avec O. Costa et A. Smith), *Vin et politique*, Presses de Sciences Po. Il a publié récemment « Retour sur les violences urbaines de l'automne 2005. Emeutes et émeutiers à Aulnay-sous-Bois » (avec V. Cichelli, O. Galland et S. Misset), *Horizons stratégiques*, n°3, 2007.

Laurence Moyart (groupe de recherche en action publique et développement territorial, FUCaM) est Docteur des Facultés Universitaires Catholiques de Mons (FUCaM, Belgique), elle est directrice de l'Agence de Développement Local de Frameries et chargée de cours au département des sciences politiques des FUCaM. Elle enseigne en master Sciences Politiques et Administration Publique et en master Développement et Sociétés. Ses recherches portent sur l'action publique, le développement régional et territorial.

Pierre Muller est directeur de recherche au CNRS, chercheur au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences-po). Ses thèmes de recherche portent sur les transformations des politiques publiques dans les sociétés post-industrielles et l'analyse cognitive de l'action publique.

Stéphane Nahrath est Professeur assistant à l'Institut de Hautes Etudes en Administration Publique et Maître d'enseignement et de recherche à l'Institut d'Etudes Politiques et Internationales de l'Université de Lausanne. Ses enseignements et recherches portent sur l'analyse des politiques de l'environnement et d'aménagement du territoire, les politiques et les institutions urbaines et les régimes institutionnels de ressources naturelles et artificielles.

Emmanuel Négrier est chercheur CNRS au CEPTEL, Université de Montpellier I. Il a consacré plusieurs ouvrages et articles aux questions métropolitaines, parmi lesquels le plus récent : *La question métropolitaine. Les politiques à l'épreuve du changement d'échelle territoriale*, (Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, coll. Symposium, 2005).

Romain Pasquier est chargé de recherches au CNRS rattaché au CRAPE à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes. Il s'intéresse aux processus de régionalisation et d'europanisation dans une perspective comparée. Il a récemment publié *L'Europe telle qu'elle se fait. Européanisation et sociétés politiques nationales* (Paris, CNRS Editions, 2007) avec Olivier Baisnée, ainsi que *La gouvernance territoriale* (Paris, LGDJ, 2007) avec Vincent Simoulin et Julien Weisbein.

Jean-Benoit Pilet est chargé de recherche FNRS. Il enseigne la science politique à l'Université libre de Bruxelles. Ses recherches menées au Cevipol portent principalement sur les lois électorales, les élites politiques, les élections et la politique locale. Il a publié récemment *Changer pour gagner ? Les réformes des lois électorales en Belgique* (Editions de l'Université de Bruxelles, 2007) et est le co-éditeur de *DIY Politics. Participatory and direct democracy at the local level in Europe* (Vanden Broele, 2007).

Sébastien Pradella (groupe de recherche en action publique et développement territorial, FUCaM) est assistant de recherche et d'enseignement au département des sciences politiques des Facultés Universitaires Catholiques de Mons (Belgique) et membre du Groupe de Recherche en Action Publique et Développement Territorial. Il réalise sa recherche doctorale sur la gouvernance et les modes de fabrique de l'action publique urbaine en Belgique.

Jean Ruegg est professeur à l'Institut de politiques territoriales et d'environnement humain de l'Université de Lausanne. Ses centres d'intérêts concernent principalement les processus de production des territoires. Ses recherches actuelles portent sur la forme urbaine contemporaine et sur les modalités de sa régulation et de sa gouvernance dans un contexte marqué par l'accroissement de la vulnérabilité des territoires. Courriel: jean.ruegg@unil.ch

Andy Smith est directeur de recherche FNRS au sein du SPIRIT-Science Po Bordeaux. Ses recherches actuelles portent sur le rapport entre les industries et la politique en général, et celui qui existe dans le domaine agro-alimentaire en particulier. Il a publié récemment (avec O. Costa et J. de Maillard), *Vin et politique*, Presses de Sciences Po. Avec Jean Joana, il a publié en 2007 « Changing French Military Procurement Policy : The State, Industry and 'Europe' in the case of the A400M », *West European Politics*, 29 (1), p. 70-89.

Kristof Steyvers est docteur-assistant en science politique à l'Universiteit Gent (U Gent). Il concentre ses recherches sur la politique locale et les élites politiques locales. Il est notamment l'auteur de *Van Burger tot Burgervader. Het Politiek Rekruteringsproces van de Belgische Burgemeesters* (Vanden Broele, 2004) et est le co-éditeur de *DIY Politics. Participatory and direct democracy at the local level in Europe* (Vanden Broele, 2007).

Frédéric Varone est professeur ordinaire de science politique à l'Université de Genève. Ses enseignements et recherches portent sur l'analyse comparée des politiques publiques, l'évaluation de l'action publique et les réformes du secteur public.

Philippe Zittoun est chercheur au LET-ENTPE, chercheur associé au SPR-PACTE et enseigne la sociologie des organisations et l'analyse des politiques publiques à l'IEP de Grenoble. Il coordonne actuellement un programme de recherche européen sur la fabrique et les usages des indicateurs dans les politiques publiques pour le CNRS et le PUCA. Plus largement, il s'intéresse à la place des discours et du politique au sein des politiques publiques.

RESUMES / ABSTRACTS

ACTION PUBLIQUE ET CHANGEMENTS D'ÉCHELLES : LES NOUVELLES FOCALES DU POLITIQUE

1^{ÈRE} PARTIE : ENJEUX THEORIQUES

L'échelle métropolitaine pour repenser la politique

Emmanuel Négrier

Plusieurs réformes ont récemment conduit à la constitution d'institutions métropolitaines, qui ont pour objectif d'ajuster les périmètres de gestion publique avec le développement de l'urbanisation. Dans l'analyse comparée de ce mouvement, la variable politique est marquée par une incertitude, entre le pouvoir explicatif unilatéral que certains lui confèrent et l'absence d'impact supposé. Cette contribution examine d'abord les thèses qui se démarquent de l'explication politique, en mettant en évidence d'autres variables : logique institutionnelle, ajustement structurel, pression sociale. Après cet examen critique, il présente les différentes dimensions et limites de la variable politique dans la question métropolitaine

Abstract

Several reforms have recently consisted in creating metropolitan institutions, whose goal is to make the public management coherent with the urban development. When comparing such processes, the role played by the political variable remains quite uncertain. For some scholars, it seems to be the main explanatory tool, whereas for others, it doesn't really count. This paper first assesses the thesis which make politics out of the explanatory framework, highlighting others variables : institutional logic, structural adjustment, social pressure. After having criticized them, it presents the different dimensions and limits of political variable within the metropolitan question.

Le 'Political rescaling' pour théoriser l'État et la compétition territoriale en Europe

Bernard Jouve

La thématique du changement d'échelle est apparue récemment dans le débat académique francophone pour désigner un ensemble de transformations politiques des États modernes. Dans le champ anglophone, son usage est par contre plus ancien. Son acception est également plus précise et plus problématisée. Le « political rescaling » sert en effet à désigner le lien entre le changement de régime d'accumulation et la transformation de l'État keynésien. Ce chapitre présente cette littérature anglophone, ses origines et ses principaux auteurs.

Abstract

The thematic of "political rescaling" is quite new in the francophone academic debate. It is used to underline a set of political transformations affecting modern States. In the Anglophone realm, its use is not so recent. Besides its definition is more precise. By "political rescaling", the Anglophone literature insists on the links between the new regime of accumulation and the

transformations of the Keynesian State. This chapter presents this literature, its origins and its authors.

L'échelle géographique pour articuler le réseau et la surface

Jean Ruegg

Face à la mise en tension des territoires de l'Etat, deux logiques distinctes semblent être à l'œuvre. La première renvoie à la problématique des transferts de compétence : une tâche initialement rattachée à une entité politique donnée est confiée à une autre autorité souvent de rang supérieur. La seconde vise à modifier, généralement par agrandissement de l'aire de référence, la taille d'une juridiction donnée. Basé sur ce constat très général, cet article tente de montrer que tout changement d'échelle de l'action publique induit également des altérations dans la manière de la concevoir, de l'élaborer et de la mettre en œuvre. Dans cette perspective, il mobilise la notion d'échelle géographique et propose de revisiter la portée et les enjeux de ses trois attributs principaux : l'échelle numérique, le territoire de conceptualisation et l'oubli cohérent.

Abstract

The territory of the State is at stake. To deal with this context, two main strategies can be observed. The first one characterizes situations where public competencies are transferred from an authority to an upper tier. The second one depicts cases where the size of a jurisdiction is made larger through processes like amalgamation. Based on this very rough depiction, it is the main objective of this article to pretend that changing the scale of a public action generates modifications in the very way this public action is conceived, elaborated and implemented. The notion of geographical scale – with its three main components: numerical scale, territory of conceptualisation, and “coherent oblivion” – is considered in order to give reason for such a claim.

Les échelles régionales pour penser le territoire et la dépendance au sentier

Fabienne Leloup, Laurence Moyart & Sébastien Pradella

L'observation de la politique wallonne en matière de développement économique démontre la persistance d'une échelle d'action sous-régionale et l'affirmation d'une échelle régionale wallonne vers laquelle les pouvoirs publics convergeraient. Le cas étudié illustre les tensions entre trois acceptions de l'échelle : niveau de gouvernement, produit des pratiques, espace représenté. Utilisant la "dépendance au sentier" et la construction du territoire pour expliquer l'existence d'échelles sous-régionales, notre cadre d'analyse pointe le vecteur potentiel de changement qu'est l'influence de la *politics* sur l'action publique. Le changement d'échelle programmé s'affirmera-t-il ou s'agira-t-il d'une simple perturbation apportée à la trajectoire de l'action publique précédemment tracée ?

Abstract

Observations regarding the economic development policy in Wallonia demonstrate the presence of both a subregional scale of action and a discursive regional scale. The case is used to examine three different meanings of the scale: the level of government, the output of practice and the represented space. The path dependency and the territorial development provide the theoretical framework we use to illustrate how subregional scales may survive; the impact of politics on public action is shown as a potential vehicle of change. Whether the expected scalar change will be reinforced or weakened – and dissolved - is currently a prospective question.

2^{EME} PARTIE : LA RHETORIQUE COMME RESSOURCE

Arguments et stratégies : changer d'échelle pour changer de politique

Philippe Zittoun

Les débats qui ont entouré le choix du tracé du premier tramway parisien sont l'occasion de mettre en évidence deux processus spécifiques sur lesquels investissent les acteurs : celui de mise à l'échelle des tracés pour les rendre comparable et, à l'inverse, celui de leur dissociation pour les rendre incommensurable. Ces deux opérations sont l'occasion pour eux d'organiser leur perception du monde, de lui donner sens et de se regrouper pour agir sur lui. L'article propose ainsi de s'intéresser à l'usage des échelles et à la fabrique du chaînage entre un problème, une solution (un tracé), un instrument (un tramway) et une coalition d'acteurs qu'il facilite.

Abstract

The debates which surrounded the choice of the layout of the first Parisian tram are the occasion to highlight two specific processes on which the actors invest: that of scaling them traced them to make and, contrary, that of their dissociation comparable to make them incommensurable. These two operations are the occasion for them to organize their perception of the world, to put it in order, to give him direction. The article thus proposes to be interested in the use of the scales and the factory of the linking between a problem, a solution (a layout), an instrument (a tram) and a coalition of actors whom it facilitates.

Quand la métropole se fait territoire politique

Taoufik Ben Mabrouk

Cette contribution examine les transformations qui touchent l'organisation et le fonctionnement de la coopération intercommunale dans les grandes agglomérations. Elle montre comment ces transformations résultent de nouveaux jeux de pouvoir. Ces jeux de pouvoir reposent, en grande partie, sur un jeu entre différentes échelles territoriales par lequel des acteurs cherchent à faire reconnaître de nouveaux liens symboliques ou matériels (communauté de destin, interdépendances) entre ces différentes échelles de territoire, tout en instrumentant ces liens (réels ou supposés) pour légitimer de nouvelles pratiques et finalités de la coopération intercommunale.

Abstract

This chapter examines the ongoing transformations in the management of big urban areas due to new political power-plays. These new power-plays involve different spatial scales with actors trying to promote the idea of new symbolic links and interdependences between these different spatial scales. It is showed how actors involved in these politics of scales try to instrument these (real or supposed) interdependences in order to legitimate new practices and goals regarding the management of big urban areas.

Patrimoine culturel : l'autonomisation des récits identitaires locaux ?

Marie-Anne Guérin

Les recherches des historiens montrent le rôle du patrimoine culturel dans la construction intellectuelle des Etats-nations au XIX^e siècle. Les Etats centraux se sont alors assurés un quasi monopole de la production patrimoniale pour nourrir le grand récit national. Si des récits identitaires locaux se sont également développés, ils étaient intégrés au grand récit national. Aujourd'hui, l'essor de l'action publique patrimoniale pose la question du sens de l'action

publique patrimoniale locale contemporaine ainsi que l'articulation des processus de patrimonialisation locaux et nationaux. L'investissement patrimonial contemporain des pouvoirs locaux apparaît s'inscrire dans la production d'un discours de séduction sur le territoire dans un contexte de concurrence accrue entre territoires politiques en Europe.

Abstract

Historical research shows the role that cultural heritage played in the intellectual nation-building process in the 19th century. These States assured a quasi monopoly of heritage production in order to feed the national identity story. If local identity stories were also developed, they were integrated into the national one. Today, contemporary public heritage action questions the meaning of local public heritage action as well as the articulation of the processes of local and national heritage production. The investment in heritage by local powers appears to be part of a seductive discourse on the territory in a heightened competitive context amongst political territories in Europe.

Coopération binationale, changements d'arène et grands récits

Mathias Delori

Divers auteurs ont souligné l'importance des considérations stratégiques dans les changements d'échelles : confrontés à des points de veto au niveau national, il n'est pas rare que des acteurs tentent de mettre en œuvre leur politique à un autre niveau (européen par exemple). L'étude de cas – les stratégies de changement d'arène autour d'un programme franco-allemand – suggère néanmoins que ces acteurs stratèges ne sont pas omnipotents. Comme beaucoup de questions liées à l'action publique, le choix de l'échelle (binationale ? européenne ?) ne leur appartient pas car il est fondamentalement contingent complexe et chaotique. Ils doivent par ailleurs composer avec les logiques de sens, or le maquillage rhétorique d'un intérêt national dans un projet franco-allemand n'est pas complètement gratuit.

Abstract

Several authors have highlighted the importance of strategy when a policy abandons one level of government for another: faced with veto points at a given level (say national), actors sometimes try to implement their policy at another one (European for instance). The case study – arena-switching strategies surrounding a Franco-German program – suggests, however, that those policy entrepreneurs are not demiurges. 1/ The choice of the new policy level (be it bi-national or European) appears as contingent, complex and chaotic as many other public policy issues. 2/ Strategists have to deal with the logics of meaning corresponding to the new level: perhaps one can disguise a national interest project as a Franco-German but this rhetorical operation is not without consequence.

Jeux d'échelles et référentiels dans les politiques du handicap en Suisse

Olivier Giraud et Barbara Lucas

Ce chapitre rend compte de l'insertion des politiques du handicap dans la structure du fédéralisme suisse. Il analyse le jeu d'échelle entre référentiels d'action publique fédéraux et référentiels cantonaux, à l'occasion de la cantonalisation récente du domaine. La première partie propose un cadre d'analyse des fonctions politiques de l'action publique et une redéfinition des référentiels à la jonction des discours, des prestations et des institutions. La deuxième partie s'intéresse au développement des politiques fédérales du handicap. Une troisième partie contraste trois études de cas des politiques du handicap dans les cantons. Ces derniers ont déployé depuis

des décennies des politiques contrastées qui conditionnent largement l'accueil réservé à la cantonalisation.

Abstract

This chapter analyses the interplay of Swiss federalism and policy making in the domain of disability policy. It focuses on the dynamics of scaling and rescaling of federal and cantonal policy discourse (référentiels) during a period of change of the institutional context. A first part analyses the functions related to the policy process and elaborates a redefinition of référentiels linking discourse, problem solving provision, and institutions. The second part tackles the dynamics of federal disability policies. The third part of the chapter displays case studies of cantonal disability policies. The previous policy and policy implementation at cantonal level influence a great deal the reactions to the cantonalisation process.

3^{EME} PARTIE : ENTRE TERRITOIRES ET SECTEURS

Secteur, réseau, échelle : la régionalisation ferroviaire en action

Sylvain Barone

Certains des nombreux changements d'échelles qui traversent aujourd'hui l'action publique concernent des politiques sectorielles à forte dimension technique. C'est le cas de la régionalisation ferroviaire. Si les pratiques politiques locales ont une influence réelle sur l'intervention des régions, les modalités d'appropriation de la compétence « transport » sont en même temps fortement tributaires de spécificités directement liées au domaine ferroviaire. La mise en œuvre des politiques régionales doit en particulier compter avec de puissantes contraintes d'ordre physique, cognitif et stratégique – reposant sur l'infrastructure et sur la logique d'action des grandes entreprises publiques du secteur – qui limitent de fait la portée de la régionalisation ferroviaire.

Abstract

Some of the numerous rescaling processes that public policy is currently undergoing, such as railway regionalisation, are concerned with sector-based policies with a strong technical content. Although local political practices have a great influence on regional policies, the ways in which responsibility for transport is appropriated by the regions also strongly depend on specificities directly linked to the railway sector. In particular, implementing regional programs implies taking into account powerful constraints of a physical, cognitive and strategic nature – based on the infrastructure and on the logic of action of the major public firms of the sector – which de facto limit the scope of railway regionalisation.

Les aéroports entre revendications territoriales et résistances sectorielles

Charlotte Halpern

Articulée à la diffusion du programme d'action néo-libéral, la diversification des échelles de régulation suscitée par les processus d'intégration européenne et de décentralisation a fragilisé les formes d'élaboration et de légitimation des choix politiques nationaux en matière de planification aéroportuaire. A partir de l'analyse du conflit autour de l'extension de l'aéroports Paris-Charles de Gaulle (1991-1997), ce chapitre met en évidence les capacités de résistance des acteurs nationaux du transport aérien à la politisation des questions aéroportuaires. L'investissement des espaces fonctionnels - ou espaces politiques légitimes introduits pour sortir du conflit - favorise en effet

l'appropriation des revendications territorialisées et leur traitement dans des termes techniques et administratifs.

Abstract

Coupled with the diffusion of neo-liberal ideas, the processes of European integration and decentralisation resulted into a re-scaling of public action. This transformation exerts sensitive constraints to the capacity of the French State to design and implement big infrastructure projects. Drawing on the example of the conflict around the extension of the Paris-Charles de Gaulle airport (1991-1997), this chapter argues that national sectoral actors managed to overcome the numerous attempts of local groups to question their development schemes. Through their active involvement in participatory instruments, they have successfully integrated these claims.

La régulation de l'industrie vitivinicole : un jeu d'échelles très politique

Olivier Costa, Jacques de Maillard & Andy Smith

S'interrogeant sur la transformation de la régulation que connaît l'industrie vitivinicole du point de vue des changements d'échelles, cet article discute deux thèses communément avancées : la globalisation et l'eupéanisation du secteur. Concernant la globalisation, il souligne les incertitudes sémantiques de l'usage du terme, et les formes très anciennes de globalisation que le secteur a connue tant du point de vue des échanges que des règles institutionnelles construites. Concernant l'eupéanisation, il reconnaît les changements de logique de représentation des intérêts, tout en soulignant le poids des arrangements corporatistes nationaux ainsi que les trajectoires régionales spécifiques.

Abstract

In analyzing the potential changing scale of the regulation of the wine sector, this article discusses two theses. First, it qualifies the "globalisation thesis" by underlining the various meanings given to it by professional and political actors and retracing the long term process of constitution of rules at various levels of government. Secondly, while recognising the "europeanisation" of interest representation, it underlines the strength of national corporatist arrangements and of the specific trajectories experienced by each wine region.

Interstices et pluralisme limité : la gestion des produits de terroir en Suisse

Stéphane Boisseaux

Nous observons ici les changements d'échelles sur le terrain des labels de terroir en Suisse (Appellations d'Origine Contrôlées AOC et Indications géographiques protégées IGP). Ces changements d'échelles correspondent à un déverrouillage du corporatisme de l'ancienne politique agricole, c'est-à-dire à un dépassement des cadres sectoriels et territoriaux existants dans un contexte d'internationalisation. L'émergence dans les années 1990 d'un réseau d'action publique fonctionnant sur un pluralisme limité (gouvernance) et une expression commune des intérêts (référentiel) montre qu'une action publique consistante quoique limitée peut se développer aux interstices des cadres institutionnels existants.

Abstract

We observe here political rescaling in the field of food labels designed for traditional agricultural products in Switzerland (Protected designation of origin PDO and Protected geographical indications PGI). That political rescaling is to be related to an unlocking of the previous corporatist agriculture policy, especially in the context of internationalisation of Swiss public policies. During the 1990s, emerging policy networks working through "limited pluralism"

mechanisms (governance) and a common, cognitive expression of interests, show that a consistent though limited public action can be developed in the interstices of existing institutional frames.

Les espaces fonctionnels comme changements d'échelles de l'action publique

Stéphane Nahrath & Frédéric Varone

Le concept d'*espace fonctionnel*, proposé dans ce chapitre, vise à rendre compte des formes alternatives de structuration de l'action publique, telles qu'observées aujourd'hui dans la gestion intégrée de l'eau par bassin versant, la sécurisation de la chaîne alimentaire, la réduction des nuisances sonores autour des aéroports, la libéralisation du marché de l'électricité ou encore la gouvernance des aires métropolitaines. Ces espaces fonctionnels sont consubstantiellement liés et en même temps opposés aux formes *territoriales* et *sectorielles* de gestion des politiques publiques et d'organisation des administrations publiques. Dès lors, ils impliquent divers processus de *changement* ou de *reconfiguration des échelles* de l'action publique.

Abstract

The concept of functional space discussed in this chapter aims at providing an alternative conceptualisation of the (partially new) policy process which can be empirically observed for example in the case of integrated water management, the reinforcement of the food chain security, the reduction of the airport noise nuisance, the liberalisation of the electricity markets or the governance of metropolitan areas. These functional spaces are at the same time consubstantial with - and opposed to - the territorial and sectoral organisation of public policies and administrations. That is the reason why, as this chapter demonstrates, the emergence of functional spaces usually imply a change or a reconfiguration of the scales of the policy processes.

4^{EME} PARTIE : POUVOIR ET GOUVERNANCE

Intégration européenne et gouvernance régionale : la congruence ?

Caitríona Carter & Romain Pasquier

Cette contribution traite de la congruence potentielle entre les processus d'intégration européenne et de régionalisation. Cette question n'est pas vraiment nouvelle. Dès la fin des années 1980, l'action publique européenne est identifiée comme un facteur majeur dans la recomposition des territoires et de l'action publique en Europe de l'Ouest. Cet article analyse tout d'abord les deux grands récits du jeu multi-niveaux entre intégration européenne et gouvernance régionale. D'un côté, il est dit que les politiques régionales européennes favorisent le développement de logiques de dé-centralisation et de régionalisation. De l'autre, il est dit que les tendances centripètes du processus d'intégration ont nettement renforcé les gouvernements nationaux et la monopolisation du pouvoir au centre, notamment par le biais d'une structure centraliste de décision dans laquelle les acteurs régionaux n'ont pas accès. Après avoir pointé plusieurs impasses au sein de ces approches, nous chercherons à dégager un nouveau cadre d'analyse pour la recherche.

Abstract

This contribution deals with the general question of the congruence between processes of European integration and processes of regional governance. This question is not really new. Since the end of the 1980s, EU regional policies have been considered as an important factor in the

reshaping of territories and territorial in Western Europe. This article analyses the two main narratives of multilevel game between European integration and regional governance. On the one hand, it is argued that EU regional policies have created direct opportunities for regional mobilisation which result in an empowering of regions within the multi-level system. On the other hand, it is argued on the contrary that the centralist tendencies of the integration process have resulted in a net empowerment of national governments and a centralisation of power at the centre. After the focus on several limitations of these two approaches, we will try to set out a new research framework.

Quand la politique de recherche change d'échelle

Cécile Crespy

Ce chapitre analyse les conditions d'effectivité du changement d'échelle de l'action publique à la lumière de la politique de recherche. S'appuyant sur la mise en place du dispositif incubateur dans une région française, il montre qu'opère une reconfiguration des espaces de jeu. Ces derniers sont plus territorialisés et marqués par une redéfinition de l'action de l'Etat et par des capacités d'action accrues pour les acteurs territoriaux. Ce chapitre insiste sur les enjeux et tensions qui résultent de tels changements, en particulier au niveau régional.

Abstract

This chapter examines the changing scale of public action as regards science policy. Based on a case study of the public device incubator in one French region, it highlights that new spaces for action have emerged. They are more territorialized and characterized by the redefinition of the role of the state and the increasing capacities to take action of territorial actors. This chapter insists on tensions and issues at stake, particularly for the regional level.

Les implantations universitaires entre décentralisation et sectorisation

Jérôme Aust

A l'image de bien des domaines d'action publique, la place de l'Etat dans la gestion des politiques universitaires semble contestée par la montée en puissance de l'Union européenne et des collectivités locales. En comparant la conduite des politiques d'implantation universitaire avant et après la décentralisation, ce chapitre montre que l'hypothèse d'un glissement du centre vers la périphérie des configurations d'acteurs et des focales d'analyse utilisées pour construire l'action publique n'est qu'imparfaitement validée. En mettant à profit les marges de manœuvre dont ils disposent, les acteurs sectoriels du ministère de l'Education nationale profitent des changements d'échelles pour affermir leur pouvoir sur le domaine.

Abstract

Higher Education policies seem to illustrate the retrenchment of the State and the empowerment of local authorities and European Union in the governance of public policy. Comparing the building of universities during the 1960's and the 1990's, this paper shows, on the contrary, that the hypothesis of an hollowing out of the State is not so evident. State members, especially those of the National education service, resist political rescaling and consolidate their influence on the policy.

La défense à l'épreuve du changement d'échelle

Delphine Deschaux-Beaume

Les progrès réalisés par la politique européenne de défense depuis 1999 montrent une aptitude à discuter des questions de défense au sein du processus d'intégration européenne. La PESD fait intervenir un nouveau mode de production de la politique de défense, ainsi que des représentations et des acteurs inédits. Mais si l'on semble bien en présence d'un phénomène d'européanisation de la défense, peut-on toutefois parler de gouvernance ? L'article explore les concepts de changement d'échelle et d'européanisation en les confrontant avec le processus décisionnel de la PESD, et propose *in fine* le concept de souveraineté imbriquée entre les Etats et le niveau européen.

Abstract

The European Defence Policy has shown great progress since 1999 : this shows a new ability to discuss defence matters in the frame of European integration. ESDP consists in a new way of producing defence policy based on original actors and representations and combining several levels of action. But if we seem to see there a sort of Europeanization, can we yet analyse ESDP as a governance process ? The article explores the concepts of Rescaling and Europeanization confronting them with the decision-making system in ESDP and proposes the concept of nested sovereignty between the states and the European level.

Carrière politique et recrutement des élites politiques en Belgique

Jean-Benoit Pilet, Stefaan Fiers & Kristof Steyver

La multiplication des niveaux de pouvoir est l'un des changements les plus marquants des dernières décennies en Europe occidentale, combinant processus de régionalisation (vers le bas) et d'européanisation (vers le haut). Dans le cas belge, ces changements d'échelles ont transformé le métier d'élu et les logiques des carrières politiques. D'une part, les trajectoires des hommes et femmes politiques deviennent plus chaotiques. Ceux-ci passent dans un niveau de pouvoir à l'autre sans plus suivre l'habituelle progression linéaire de local vers le national (ou l'européen). D'autre part, une professionnalisation du métier d'élu est observée. Profitant de la multiplication des arènes parlementaires, une classe de politiciens professionnels émerge dont les membres visent surtout à conserver un mandat, quel que soit le niveau.

Abstract

The multiplication of levels of power is a major change in contemporary European politics, combining process of federalisation and of Europeanisation. In Belgium, the multi-level structure has deeply transformed the political career. On the one hand, politicians have more chaotic career paths. They hop from one level to another instead of steadily climbing the hierarchical political ladder from the local level to the (upper) national (or European) level. On the other hand, a kind of professionalization of politicians is observable. Taking advantage of the multiplication of levels of power, a class of professional politicians emerges, composed of men and women that firstly aim at be maintained in power, at whatever level.

